

grande égalité à tous les Canadiens, sur le plan social et celui des perspectives d'avenir.

D'un bout à l'autre du discours du trône, on ne trouve pas un mot sur le chômage. Le premier ministre a déclaré au cours de ses remarques qu'une indignité s'attache à l'homme sans travail. C'est certainement vrai. Il n'y a pas seulement l'indignité, il y a aussi le besoin qui l'accable, lui et sa famille. Où trouve-t-on dans le discours du trône le moindre espoir que le chômage diminuera au lieu de continuer à augmenter? Le discours du trône ne contient pas non plus un seul mot sur l'accélération de la mainmise sur l'économie canadienne par les investisseurs étrangers, les Américains en particulier. Or, c'est là un des problèmes les plus urgents qui se posent à notre pays. Le discours du trône n'en dit rien et le premier ministre n'a fait aucune déclaration à ce sujet. Qu'est-il arrivé à la Société de développement du Canada qui fut le thème principal de chaque discours du trône prononcé par le parti libéral depuis 1963?

**Une voix:** Ils ne s'en sont même pas occupés cette fois-ci.

**Une voix:** Elle est tombée par-dessus bord.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles):** Cette fois-ci, le vent l'a emportée. Le discours du trône déclare que le problème le plus urgent de notre pays est celui de l'inflation. Je crois que la plupart des Canadiens sont d'accord là-dessus. Il ajoute que le gouvernement a pris des mesures pour combattre l'inflation et il espère que d'autres secteurs de l'économie l'imiteront. Quant à moi, je dis: Dieu les en garde! Monsieur l'Orateur, pour débiter je voudrais d'abord faire remarquer que la politique anti-inflationniste du gouvernement s'est soldée par un échec lamentable, un échec monumental.

Le gouvernement a préconisé quatre solutions pour résoudre le problème. Premièrement, créer de nouveaux emplois; deuxièmement, réduire les dépenses du gouvernement; troisièmement, congédier des fonctionnaires; quatrièmement, imposer un programme de compression des revenus touchant les pensionnés, les anciens combattants et les assistés sociaux. Cela signifie, bien entendu, que les catégories les plus durement atteintes par l'inflation sont aussi les premières victimes des efforts du gouvernement pour combattre ce fléau. Non seulement ces efforts n'ont-ils pas réussi à remédier aux maux dont souffre notre économie, mais encore risquent-ils de déclencher une crise économique très grave cet hiver et de faire monter le taux de chômage aux environs de 6 ou 9 p. 100.

Le gouvernement a accepté la théorie d'après laquelle le meilleur moyen de combattre l'inflation est d'accroître le chômage. C'est

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles).]

là une suite de la politique contenue dans le budget présenté en juin par le ministre des Finances (M. Benson) et qui n'est elle-même que la continuation de la politique de son prédécesseur: le gouvernement doit accroître le ralentissement de l'économie. Or, le nombre des chômeurs a augmenté d'une façon régulière depuis 1965 et atteint maintenant 5 p. 100 de la main-d'œuvre, compte tenu des ajustements saisonniers. Le taux de chômage pour septembre est le plus élevé que nous ayons connu depuis 1963. Loin de résoudre nos difficultés économiques, les mesures du gouvernement n'auront d'autre résultat que de provoquer de nouvelles souffrances et de nouvelles difficultés tout en influant très peu sur l'augmentation du coût de la vie.

Dans son sixième exposé annuel, le Conseil économique du Canada avertissait le gouvernement des risques de sa ligne de conduite actuelle dans le passage suivant:

De nouvelles restrictions financières et monétaires pourraient bien se solder tout simplement par une augmentation du chômage et un ralentissement économique et n'avoir que des effets peu appréciables sur la montée actuelle des prix et des coûts.

Le Conseil signale que depuis 1967, l'économie canadienne a connu un ralentissement sensible, comme le démontre le haut taux de chômage actuel de 5 p. 100, après rectification saisonnière. Voici ce que dit encore le Conseil:

Étant donné que le chômage varie entre 4 et 5 p. 100... il est difficile de prétendre que l'inflation actuelle vient de pressions excessives de la demande.

● (3.10 p.m.)

Pourtant, le gouvernement poursuit sa politique anti-inflationniste, entièrement fondée sur cette fausse prémisse. A mon avis, monsieur l'Orateur, le gouvernement utilise le mauvais outil économique pour accomplir la mauvaise chose au mauvais moment. La politique fiscale peut être un puissant outil pour réglementer l'emploi, mais il se révèle limité comme technique de réglementation des prix. Une diminution des dépenses fédérales fait baisser la demande globale, la production et l'emploi. En cherchant une réponse à l'inflation, le gouvernement ouvre le gouffre de la régression économique. Ce remède absurde pourrait être pire que le mal. Les premières victimes dans cette guerre contre l'inflation sont précisément ceux qui en ont le plus souffert.

Il faut reconnaître avec le Conseil économique que l'inflation au Canada provient en grande partie des États-Unis, par suite de la guerre au Vietnam. Dès lors, des mesures restrictives réduiront peu la demande et feront augmenter le chômage, sans parvenir sensiblement à stabiliser les prix. Les indices économiques laissent déjà voir un fléchissement